

faut favoriser un plus grand esprit de compréhension entre l'occident et l'orient si l'on veut éviter la guerre. Je lis un passage de cette coupure de journaux:

Il a déclaré dans une conférence de presse que l'Orient misérable et surpeuplé jetait des regards affamés sur le Canada et les autres pays occidentaux qui disposent de nourriture et de terre en abondance.

"Ils (les pays orientaux) ne supporteront pas éternellement cette situation", a-t-il dit. "Et à défaut d'une meilleure compréhension interviendra la violence."

Notre groupe estime qu'il faut étudier avec beaucoup d'attention de telles paroles émanant du président de l'une de nos plus grandes universités et du président de la commission nationale canadienne pour l'UNESCO. Nous croyons qu'il y a des intérêts directs du Canada que nous ne suivions pas aveuglément les actions d'un autre pays ni n'obéissions à ses mots d'ordre dans ce domaine. Je regrette de le dire, mais je crois que si les États-Unis reconnaissent la Chine demain, notre gouvernement le ferait automatiquement. C'est clair et net qu'il suit aveuglément la politique américaine, une politique que nos citoyens,—je veux dire des personnalités telles que M. Muir et M. MacKenzie,—condamnent comme mauvaise et pouvant conduire à la violence et à la guerre.

Nous avons entendu, dans le passé, le gouvernement actuel exposer plusieurs arguments, en expliquant pourquoi le Canada ne s'était pas encore décidé à reconnaître le gouvernement de Pékin. Nous nous souvenons d'une déclaration faite l'année dernière par le premier ministre (M. Diefenbaker) suivant laquelle le gouvernement de la Chine devrait expier ses crimes. Ceci m'amène à un autre aspect de la question relative à la reconnaissance de la République populaire de Chine. Bien que nous nous vantions en tant que Canadiens d'aimer la paix et d'être tolérants, certainement aucun d'entre nous ne pense que nous soyons les seuls à le faire. C'est sûrement une attitude raisonnable que d'examiner la position des nombreux autres pays.

Nous constatons que du 2 octobre 1949 au 3 décembre 1958, trente-huit pays ont reconnu la république populaire de Chine. J'ai sous les yeux la liste de ces trente-huit pays. Je ne prendrai pas le temps de la Chambre en donnant lecture de la liste mais vous pouvez être assuré, monsieur l'Orateur, que la majorité de ces trente-huit pays qui ont reconnu la république populaire de Chine ne sont ni des pays communistes ni des pays gouvernés par une dictature; ce sont des démocraties. Ces nations aiment la liberté et la paix, tout autant que nous, au Canada. Et pourtant, comme je l'ai signalé, trente-huit d'entre elles ont reconnu le gouvernement de Pékin entre le 2 octobre 1949 et le 3 décembre 1958.

[M. Winch.]

Je sais que certaines personnes aimeraient qu'on leur fasse comprendre un peu mieux la question et c'est ce que je voudrais faire. Nous sommes tous fiers que notre pays soit membre du Commonwealth et je sais que le premier ministre en est particulièrement fier. Il a beaucoup voyagé dans les pays membres du Commonwealth au cours de son récent voyage. Il ne manque jamais une occasion de parler du Commonwealth et de se mériter le surnom qu'un journaliste lui a donné, celui de "M. Commonwealth". Il y a dix pays qui sont membres du Commonwealth et sur ces dix, cinq reconnaissent le gouvernement de Pékin. Ces cinq pays sont le Royaume-Uni, l'Inde, le Pakistan, Ceylan et le Ghana.

Il ne fait pas de doute, monsieur l'Orateur que le premier ministre et son gouvernement, que tous les conservateurs et tous les libéraux, diront que le Royaume-Uni est une nation éprise de paix, éprise de liberté, une nation démocratique et qu'elle ne saurait entreprendre quoi que ce soit de nature à favoriser le communisme ou à favoriser la guerre ou l'agression quelles qu'elles soient. Et pourtant, nous constatons que le Royaume-Uni et quatre autres pays du Commonwealth ont reconnu le gouvernement de Pékin. Ainsi, nous nous demandons pourquoi le présent gouvernement s'est jusqu'ici attaché à suivre la politique étrangère des États-Unis et non celle des cinq nations sœurs du Commonwealth.

Il existe naturellement d'autres pays intensément intéressés à la paix et définitivement anti-communistes, en dehors du Commonwealth, et ce groupe constitue l'OTAN. Le Canada fait partie de l'OTAN. C'est une organisation établie par des pays démocratiques et épris de paix, établie à la seule fin de s'opposer à une agression communiste. En parcourant la liste, cependant, je constate que sur l'ensemble des pays membres de l'OTAN, quatre reconnaissent le gouvernement de Pékin, soit le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège. J'ai déjà parlé du Royaume-Uni et je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'aller dans les détails pour souligner que, parmi les pays démocratiques qui se sont battus pour la liberté, on ne saurait citer de meilleurs exemples que les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège. Nous trouvons donc aussi bien parmi les membres de notre Commonwealth que parmi les membres de l'OTAN des pays qui sont au nombre des trente-huit pays dont j'ai parlé et qui ont reconnu la république de Chine.

Nous savons, pour avoir entendu leurs discours depuis longtemps, que les membres du gouvernement et les autres sont opposés au communisme. Nous ne sommes pas les seuls